

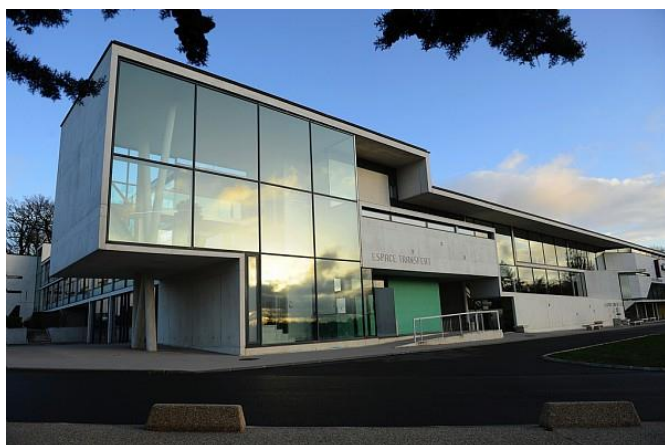


MARCHE PUBLIC N° 2025-0664

PROCEDURE N° NAT0202025

**MAINTENANCE DU PARC EXISTANT D'ELEMENTS DE
COMMUNICATIONS DE MARQUE CISCO ET PRESTATIONS
ASSOCIEES**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES



© Inria / Photo Kaksonen

| | |
|--|--|
| Procédure | Passé selon la procédure d'appel d'offre ouverte en application de l'article L2124-2 du code de la commande publique |
| Périmètre du marché ou de l'accord cadre | <input checked="" type="checkbox"/> National <input type="checkbox"/> Siège <input type="checkbox"/> Centre de recherche |
| Nature de l'achat | <input type="checkbox"/> Scientifique <input checked="" type="checkbox"/> Non scientifique (Code de la commande publique) |

☒ Recherche ☒ Innovation ☒ Informatique

NOM ET ADRESSE DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Inria

Domaine de Voluceau – Rocquencourt
B.P. 105 - 78153 Le Chesnay
Tél. : (+33) 01 39 63 55 11 / Fax : (+33) 01 39 63 53 30
Service Achats Marchés
Tél : 01.39.63.58.57
E-mail : sam@Inria.fr

**ADRESSE INTERNET ET PROFIL DU POUVOIR
ADJUDICATEUR**

Adresse internet du pouvoir adjudicateur
<http://www.Inria.fr>



SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| ARTICLE 1. PARTIES CONTRACTANTES | 4 |
| ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ | 4 |
| ARTICLE 3. PROCEDURE | 4 |
| ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS | 5 |
| ARTICLE 5. ALLOTISSEMENT, FORME ET DUREE DU MARCHÉ | 5 |
| 5.1. ALLOTISSEMENT..... | 5 |
| 5.2. FORME..... | 5 |
| 5.3. DUREE | 6 |
| ARTICLE 6. PRIX | 6 |
| 6.1. FORME ET CONTENU DES PRIX DELAIS | 6 |
| 6.2. SUIVI DE LA VARIATION DES PRIX | 7 |
| 6.3. CLAUSE BUTOIR | 8 |
| ARTICLE 7. EXECUTION DES BONS DE COMMANDE | 8 |
| 7.1. CONTENU DES BONS DE COMMANDE..... | 8 |
| 7.2. DELAIS D'EXECUTION | 9 |
| 7.3. DELAI DE D'EMISSION D'UN DEVIS | 9 |
| 7.4. MODIFICATION ET ANNULATION DES BONS DE COMMANDE | 9 |
| ARTICLE 8. MODALITE DE FACTURATION ET REGLEMENT | 9 |
| 8.1. PERIODICITE DE LA FACTURATION | 9 |
| 8.2. PAIEMENT..... | 10 |
| ARTICLE 9. SUIVI ET EVOLUTION DES PRESTATIONS | 12 |
| 9.1. EVOLUTIONS ET MISES A JOUR DES PRESTATIONS | 12 |
| 9.2. REUNIONS DE SUIVI..... | 12 |
| ARTICLE 10. LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS | 13 |
| ARTICLE 11. MOYENS, COORDINATION ET ORGANISATION DES PRESTATIONS | 13 |
| 11.1. ORGANISATION DE LA PRESTATION | 13 |
| 11.2. COMPETENCE | 13 |



| | |
|--|-----------|
| 11.3. ABSENCE PROLONGEE, DEPART DU PERSONNEL ET REMPLACEMENT..... | 13 |
| ARTICLE 12. PENALITES APPLICABLES | 13 |
| 12.1. PENALITES DE RETARD, MAUVAISE EXECUTION ET ABSENCE D'EXECUTION..... | 14 |
| 12.2. PENALITES POUR NON REMISE DE LIVRABLES ET ABSENCE..... | 14 |
| 12.3. PENALITES POUR NON-RESPECT DES FORMALITES VISEES A L'ARTICLE L.8221-3 ET/OU A L'ARTICLE L.8221-5 DU CODE DU TRAVAIL | 14 |
| 12.4. FACTURATION DES PENALITES..... | 14 |
| ARTICLE 13. VERIFICATION DES PRESTATIONS ET GARANTIE | 15 |
| 13.1. GARANTIE..... | 15 |
| ARTICLE 14. PROPRIETE INTELLECTUELLE | 15 |
| ARTICLE 15. COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE | 15 |
| 15.1. COTRAITANCE OU CONSTITUTION EN GROUPEMENT MOMENTANE D'ENTREPRISE (GME) | 15 |
| 15.2. SOUS-TRAITANCE | 16 |
| ARTICLE 16. ASSURANCE ET RESPONSABILITE | 17 |
| 16.1. ASSURANCE RESPONSABILITE PROFESSIONNELLE..... | 17 |
| 16.2. RESPONSABILITE | 17 |
| ARTICLE 17. DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LE TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE | 17 |
| ARTICLE 18. PRESTATIONS SIMILAIRES | 18 |
| ARTICLE 19. MODIFICATIONS DE L'ACCORD-CADRE | 18 |
| ARTICLE 20. EXECUTION DES PRESTATIONS PAR UN TIERS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE DÉFAILLANT | 19 |
| ARTICLE 21. RESILIATION DU MARCHE | 19 |
| ARTICLE 22. LIMITATION D'EXCLUSIVITE | 19 |
| ARTICLE 23. DIFFERENDS ET LITIGES | 20 |
| ARTICLE 24. DEROGATIONS AU CCAG TIC 2021 | 20 |



ARTICLE 1. PARTIES CONTRACTANTES

Le présent marché est conclu entre,

L'Acheteur

Institut National de Recherche en Informatique et en Automatique (Inria)

Domaine de Voluceau – Rocquencourt

BP 105

78153 Le Chesnay Cedex

Tél : 01 39 63 52 84

Service Achats Marchés

(Même adresse que ci-dessus)

Tél : 01 39 63 59 66 Fax : 01 39 63 51 28

Représenté par Monsieur Bruno SPORTISSE, Président Directeur Général

Et

Le Titulaire

Le Titulaire est la société désignée dans l'acte d'engagement joint.

ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet :

- la maintenance du parc Inria d'éléments de réseaux et communications de marque Cisco
- la fourniture prestations associées.

Les caractéristiques des prestations attendues au titre de cet accord-cadre, ainsi que leurs conditions d'exécution et les dispositions contractuelles, sont définies dans le présent CCAP et le CCTP du marché.

ARTICLE 3. PROCEDURE

Le marché est passé sous la forme de l'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles L2124-2 et R2124-2 du Code de la Commande Publique.

Référence de la nomenclature CPV :

| Code CPV | Libellé |
|------------|--|
| 50312300-8 | Maintenance et réparation de matériel de réseau informatique |



ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent accord-cadre est soumis aux dispositions du code de la commande publique. Il est régi par les documents contractuels énumérés ci-dessous. En cas de contradiction entre les dispositions des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG TIC, l'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement ;
- l'annexe financière ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- les avenants éventuels à l'accord-cadre ;
- les bons de commande conclus sur la base de l'accord-cadre ;
- l'annexe RGPD d'Inria ;
- l'offre technique et financière du Titulaire ;
- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G.-T.I.C) selon l'arrêté du 30 mars 2021.

Les documents opérationnels, dont le Plan d'Assurance Qualité (PAQ), la convention de service (CS) et le Plan d'Assurance Sécurité (PAS), sont actualisés par le Titulaire suivant la réunion de lancement puis validés au fur et à mesure de la vie du marché par Inria et le Titulaire.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents remis par le Titulaire ne pourra s'appliquer si elle est contraire aux dispositions du code de la commande publique et du présent marché, ces documents prévalant sur ceux du Titulaire.

Seul l'exemplaire original du marché conservé dans les archives d'Inria fait foi.

ARTICLE 5. ALLOTISSEMENT, FORME ET DUREE DU MARCHE

5.1. ALLOTISSEMENT

En application de l'article L2113-11 du code de la commande publique, la dévolution des prestations en lots séparés rendrait techniquement difficile leur exécution. Ce marché n'est donc pas alloti.

5.2. FORME

L'accord-cadre est mono-attributaire et fait l'objet de bons de commande conformément aux dispositions des articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

Le présent accord-cadre mono-attributaire est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de commandes de 1.000.000 € HT sur la durée totale du marché.

L'accord-cadre ne comprend pas de prestations supplémentaires éventuelles, les variantes ne sont pas autorisées et aucune option n'est définie par le Pouvoir Adjudicateur.



Les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur, peut, conformément à l'article R 2185-1 du code de la commande publique, décider à tout moment de déclarer sans suite la procédure pour des motifs d'intérêt général.

5.3. DUREE

Le présent accord-cadre est conclu pour une période de 12 mois à compter du 15 Janvier 2026 ou de sa date de notification, si elle est postérieure. Il est reconductible tacitement trois fois par période de 12 mois chacune. La durée totale du marché, périodes de reconduction comprises, ne saurait excéder 48 mois.

Le Titulaire ne pourra pas refuser la reconduction conformément aux dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique.

Pour ne pas reconduire le marché, Inria doit en avertir le titulaire par écrit au moins deux (2) mois avant l'expiration de la période de validité du marché. La décision de non-reconduction du marché est notifiée au titulaire par courrier avec accusé de réception.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Leur exécution peut courir jusque 6 mois au-delà du terme de l'accord-cadre.

Le Titulaire sera tenu au respect de ses obligations contractuelles jusqu'à la date d'expiration du marché et/ou du dernier bon de commande émis, et au-delà, si nécessaire, pour les obligations afférentes à la confidentialité notamment.

ARTICLE 6. PRIX

6.1. FORME ET CONTENU DES PRIX DELAIS

Les bons de commande passés sur la base du présent marché seront traités à prix forfaitaires et unitaires conformément à l'annexe financière du marché. Les prestations n'y figurant pas seront ajoutées au cours du marché par voie d'avenant.

Les prix proposés par le Titulaire sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, les frais de déplacement et de séjours ainsi que les dépenses relatives à la rémunération des personnels que le Titulaire estimera nécessaire d'employer pour respecter les délais contractuels. Ils sont également réputés complets et comprennent la totalité des coûts directs et indirects nécessaires au respect des obligations énoncées dans le CCTP.

Les prix proposés lient le Titulaire du marché. Ainsi, lors de l'émission d'un bon de commande, ce dernier ne pourra en aucun cas, proposer des prix supérieurs aux prix mentionnés dans l'annexe financière du marché ou les devis joints. Ils sont exprimés en euros.

Le Titulaire a toutefois la possibilité de faire bénéficier Inria de prix promotionnels inférieurs à ceux mentionnés dans l'annexe financière durant toute la durée du marché. Ces réductions seront matérialisées dans les devis.



Pour pouvoir facturer la maintenance d'un élément, le titulaire devra fournir une preuve d'achat effective auprès du constructeur (copie écran, attestation du constructeur, ...), la date figurant sur la preuve d'achat fournie constituera la date de référence commune de début de maintenance.

Il est rappelé au Titulaire que les marchés conclus sans montant minimum ne créent aucune obligation pour le pouvoir adjudicateur de passer des commandes.

6.2. SUIVI DE LA VARIATION DES PRIX

Les prix contenus dans le l'annexe financière sont réputés fermes la première année du marché. Ils sont révisibles annuellement à la hausse comme à la baisse à la date anniversaire du marché et selon la formule suivante :

$$P = P_o \times (S_n/S_o)$$

Où :

P = Prix révisé

P_o = Prix initial figurant à l'annexe, établi aux conditions économiques en vigueur à la date de début de marché

S_n = Dernière valeur connue de l'indice *SYNTEC révisé* à la date de demande de révision, publiée sur le site internet de la fédération SYNTEC

S_o = Dernière valeur connue de l'indice *SYNTEC révisé* à la date de début de marché prévue à l'article 5.3 du présent CCAP et publiée sur le site internet de la fédération SYNTEC.

En cas de révision des prix, le Titulaire adressera sa demande de révision des prix à Inria pour validation au plus tard 30 jours calendaires avant la date anniversaire du début du marché en y joignant les coefficients de révision. Inria disposera alors de 30 jours calendaires pour apporter sa réponse au Titulaire. La demande sera adressée par tout moyen conférant date certaine à sa réception à :

sam@inria.fr (de préférence)

Ou **Service Achats-Marchés**

Bâtiment 8

(Même adresse que celle du Pouvoir adjudicateur)

Tél : 01 39 63 59 66 Fax : 01 39 63 51 28

Toute demande adressée par un autre canal ou hors délai sera réputée non reçue. La révision des prix ne sera en aucun cas rétroactive.

Dans le cas où les dispositions légales ou réglementaires ne permettraient pas l'application de la présente clause de révision (disparition ou modification des indices de référence), les nouvelles dispositions en vigueur s'y substitueraient, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant. Le Titulaire informe alors Inria des nouveaux indices utilisés et de leurs valeurs retenues par tout moyen de preuve écrite. Une vérification puis une confirmation d'Inria interviendront.



6.3. CLAUSE BUTOIR

Chaque prix ne peut évoluer à la hausse, au cours d'une même année, calée sur la date anniversaire de l'accord-cadre, que 3% maximum par rapport à l'année précédente et de 5% maximum sur la durée totale de l'accord-cadre. En cas de dépassement, Inria aura la faculté de refuser la révision.

En cas de circonstances exceptionnelles et imprévisibles nécessitant une évolution des prix au cours du marché, ces derniers seront revus conformément à la clause de réexamen prévue à l'article 19 du présent CCAP.

ARTICLE 7. EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

Les besoins d'Inria seront formalisés par des bons de commande adressés au Titulaire conformément à l'annexe financière du marché.

Les bons de commande sont établis tout au long de la durée de l'accord-cadre. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et leur exécution peut courir jusque 6 mois au-delà de son terme.

7.1. CONTENU DES BONS DE COMMANDE

La réalisation des commandes est subordonnée à la réception par le Titulaire de bons de commande, émis par la/les personne(s) habilitée(s) Inria.

Ces bons de commandes sont émis au fur et à mesure des besoins sur la base du présent accord-cadre par une personne ayant le pouvoir d'engager les établissements concernés.

Les commandes, émises sous forme de bons de commande précisent notamment, outre l'identité et les coordonnées du demandeur (nom, prénom, téléphone et adresse de messagerie), les prestations décrites dans le marché dont l'exécution est demandée.

Les bons de commandes comporteront les mentions suivantes :

- le numéro de l'accord-cadre ;
- la désignation de la (ou des) prestation(s) commandées ;
- la date de l'évènement ;
- la quantité commandée ;
- le prix ;
- le taux de TVA selon la réglementation en vigueur ;
- l'adresse d'exécution de la prestation ;
- le délai d'exécution des prestations ;
- l'adresse de facturation, ;
- le numéro du bon de commande ;
- le nom et coordonnées (téléphone et adresse de messagerie) de l'émetteur.



7.2. DELAIS D'EXECUTION

Le Titulaire exécute le marché dans le respect des délais prévus dans le CCTP. En cas de non-respect de ces délais, les pénalités prévues à l'article 12 du présent CCAP seront appliquées.

Le Titulaire peut demander une augmentation de ces délais par tout moyen conférant date certaine à la demande. Inria se prononcera sur sa demande.

Lorsque le Titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution indiqués dans le présent accord-cadre et/ou les bons de commande et/ou des plannings et/ou devis établis du fait d'Inria, Inria prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Afin de bénéficier de cette prolongation, le Titulaire doit informer Inria, par tout moyen conférant date certaine, des causes faisant obstacles à l'exécution de l'accord-cadre, et ce, dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Cette demande, qui fera l'objet de pourparlers entre les parties, indique :

- les références du bon de commande ou de la demande valant bon de commande ;
- les causes extérieures qui expliquent l'impossibilité de tenir les délais ;
- dans la mesure du possible, la durée de la prolongation souhaitée ;
- les coordonnées de la personne habilitée à recevoir la réponse d'Inria.

7.3. DELAI DE D'EMISSION D'UN DEVIS

Le Titulaire dispose de 10 jours ouvrés pour communiquer un devis à Inria. A ce devis s'ajoutent les opérations de vérification et de réception effectuées par le pouvoir adjudicateur telles que visées à l'article 13 du présent CCAP.

7.4. MODIFICATION ET ANNULATION DES BONS DE COMMANDE

Un bon de commande émis peut être annulé par notification d'une annulation. Le Titulaire sera uniquement rémunéré pour la part des prestations effectivement réalisées, sous réserve de produire les justificatifs correspondants, et ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Un bon de commande peut être modifié par notification d'une modification au Titulaire, si celle-ci concerne l'exécution des prestations (notamment le report par le pouvoir adjudicateur d'une date d'exécution ou de rendu des livrables). Si la modification concerne l'objet même des prestations ou leur quantité, le bon de commande fera l'objet d'une annulation notifiée au Titulaire par le pouvoir adjudicateur qui émettra un nouveau bon de commande prenant en compte ces modifications.

ARTICLE 8. MODALITE DE FACTURATION ET REGLEMENT

8.1. PERIODICITE DE LA FACTURATION

Sauf disposition contraire prévue entre les parties pour fluidifier l'exécution des prestations, les prestations objet du présent marché sont facturées :

- à terme échu pour les prestations associées A.

La maintenance fait l'objet d'un engagement financier et d'une facturation annuelle en début d'année calendaire.

Les éventuelles modifications de l'annexe financière faites par avenant pourront faire évoluer le mode de facturation.

Le Titulaire pourra toutefois demander des acomptes pour les prestations facturables à terme échu, selon les conditions de l'article 8.2.2 du présent CCP. Sa demande devra être transmise lors de l'émission du devis et sera étudiée par Inria.

8.2. PAIEMENT

8.2.1. Avance

Une avance peut être accordée dans les conditions prévues aux articles R2191-3 et suivants du code de la commande publique. Le Titulaire déclare renoncer ou non à l'avance dans l'acte d'engagement du marché.

Conformément à l'article R.2191-7 du code de la commande publique, le montant de l'avance est fixé à 30 % du montant du bon de commande correspondant TTC et sera versée au titulaire lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois.

Le remboursement, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché public atteint 65 % du montant TTC du marché public.

Le remboursement complet de l'avance doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 80 % du montant TTC des prestations qui lui sont confiées au titre du marché public.

8.2.2. Acompte

Le présent marché donne droit à des acomptes mensuels dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG TIC.

8.2.3. Paiement

Le prix payé par Inria se calcule au prorata temporis en fonction notamment :

- de l'arrêt de l'utilisation, de la modification, de l'ajout d'une solution,
- le cas échéant, dans le cadre d'une démarche d'uniformisation des dates de fin de maintenance du parc.



Portail d'envoi des factures :

Les paiements seront effectués selon les règles de la comptabilité publique sur présentation d'une facture.

L'envoi des factures se fait sous format électronique, conformément à l'Ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique et au Décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Le dépôt se fait exclusivement sur le portail mutualisé Chorus Portail Pro à l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Mentions obligatoires de la facture :

Les factures doivent comporter impérativement (sous peine de rejet) les informations suivantes :

- le numéro de SIRET, qui identifiera Inria en tant que destinataire de la facture : 18008904700013 ;
- le numéro d'engagement et le cas échéant le numéro de marché que vous trouverez sur le bon de commande Inria ;
- l'iban (non pas le RIB) ;
- les mentions obligatoires des factures que vous trouverez à l'adresse suivante : <https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F31808>.

Il est impératif de référencer chaque facture à une et une seule référence d'engagement (commande). Les factures multi-commandes sont interdites.

Vous trouverez toutes les informations utiles sur l'envoi des factures à l'adresse suivante : <https://www.Inria.fr/informations-pratiques/depot-de-factures-en-ligne>

Point de contact :

Pour répondre à toutes questions relatives au paiement de vos factures, le service des dépenses est votre interlocuteur unique pour traiter les demandes d'informations relatives au traitement de vos factures :

- par mail : sd-fournisseurs@inria.fr
- par courrier :

Inria
DAFP - Service des Dépenses – Bâtiment 8
Domaine de Voluceau – Rocquencourt BP 105
78153 Le Chesnay cedex France



8.2.4. Délai de paiement

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du Titulaire. Ses coordonnées bancaires sont jointes à l'acte d'engagement. Le mode de règlement applicable est le virement par mandat administratif.

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 30 (trente) jours à compter de la réception de la facture conforme afférente au bon de commande Inria.

Les conditions administratives et techniques auxquelles sont subordonnées le mandatement et le paiement de la dépense sont elles-mêmes subordonnées aux conditions suivantes :

- Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement par Inria, dès lors que celle-ci répond aux dispositions du présent marché ;
- ou à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date ;
- ou lorsqu'une procédure de constatation de la conformité des prestations aux stipulations contractuelles doit avoir lieu si le marché le prévoit, à compter de la date à laquelle cette conformité est constatée, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement

ARTICLE 9. SUIVI ET EVOLUTION DES PRESTATIONS

Pour pouvoir facturer la maintenance d'un élément, le titulaire devra fournir une preuve d'achat effective auprès du constructeur (copie écran, attestation du constructeur, ...), la date figurant sur la preuve d'achat fournie constituera la date de référence commune de début de maintenance.

9.1. EVOLUTIONS ET MISES A JOUR DES PRESTATIONS

Les matériels et prestations prévus au marché peuvent être amenées à évoluer. Cette évolution se fera dans le respect des dispositions de l'article 19 du CCAP.

Inria pourra demander l'intégration, la suppression de matériels ou la modification du niveau de service et le titulaire disposera d'un délai de 7 jours pour envoyer l'offre financière corrigée.

Une commande au prorata-temporis sera faite pour la maintenance du matériel du montant de son intégration à la date de fin d'année calendaire.

9.2. REUNIONS DE SUIVI

Les dispositions relatives à l'organisation des réunions de suivi sont décrites au sein du CCTP.



ARTICLE 10. LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Conformément à l'article 1.1 du CCTP, les lieux d'exécution sont définis au sein de ce dernier.

ARTICLE 11. MOYENS, COORDINATION ET ORGANISATION DES PRESTATIONS

11.1. ORGANISATION DE LA PRESTATION

Le Titulaire présente dans son offre l'équipe dédiée aux prestations objets du marché et notamment la ou les personnes chargées de la relation client (responsable administratif du suivi et de l'exécution du marché et ses coordonnées (mail, téléphone, etc.), responsable technique...) qui assure la coordination et le suivi général du marché.

11.2. COMPETENCE

Les personnes chargées de la relation client avec Inria dans le cadre de l'exécution des prestations prévues au présent marché centralisent les informations émanant du personnel du Titulaire. Elles transmettent ces informations ainsi que toute autre information nécessaire au bon déroulement du présent marché au pouvoir adjudicateur et sont les interlocuteurs uniques.

De plus le Titulaire affecte à la réalisation des prestations, des spécialistes dans les domaines concernés. Les curriculum vitae des personnels essentiels affectés au présent marché seront intégrés à l'offre du Titulaire.

11.3. ABSENCE PROLONGEE, DEPART DU PERSONNEL ET REMPLACEMENT

En cas d'absence prolongée ou de départ de l'interlocuteur unique, le Titulaire doit en aviser sans délai le pouvoir adjudicateur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

En cas d'absence ou de départ des autres personnes affectées à l'exécution des prestations, et ce pour des raisons de force majeure, le Titulaire doit impérativement, dans un délai de 8 jours ouvrés, en aviser le pouvoir adjudicateur par tout moyen permettant d'en donner date certaine et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution du marché ne s'en trouve pas compromise. A ce titre le Titulaire doit proposer un ou des remplaçants de niveau et de compétences équivalents dans les 8 jours ouvrés suivant le changement.

ARTICLE 12. PENALITES APPLICABLES

Les pénalités de retard et mauvaise exécution sont constatées au regard des délais indiqués dans le CCTP ou ses annexes, les bons de commande d'Inria et selon les modalités du présent article. Le calcul des délais s'effectue en jours ouvrés tel qu'il est défini par l'article 14 du CCAG TIC ;

Si les délais et conditions d'exécution ne sont pas respectés pour une cause imputable à Inria, les pénalités prévues dans le présent article ne sont pas appliquées. Le retard ou la faute imputables à



Inria sont constatés dans une attestation établie par le Titulaire et /ou par le représentant habilité d'Inria.

Tous les montants indiqués ou servant au calcul des pénalités sont des montants nets et les pénalités listées ci-après sont cumulables et non libératoires.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, Inria se réserve le droit d'appliquer des pénalités sans mise en demeure préalable et dès le premier euro, par dérogation à l'article 14.2.2 du CCAG TIC.

12.1. PENALITES DE RETARD, MAUVAISE EXECUTION ET ABSENCE D'EXECUTION

Au-delà du délai contractuel de mise en service ou de correction, Inria se réserve le droit d'appliquer, par dérogation à l'article 14.2 du CCAG/TIC, les pénalités dont le montant, calculé sur la base des jours et horaires ouvrés, s'élève à :

$$P = V \times R / 100$$

P : montant de la pénalité

V : montant mensuel hors TVA de maintenance ou montant du bon de commande concerné.

R : nombre d'heures ouvrées de retard en fonction des délais contractuels applicables.

12.2. PENALITES POUR NON REMISE DE LIVRABLES ET ABSENCE

Dans le cas du retard constaté et conformément aux dispositions du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), les pénalités suivantes s'appliquent :

- pour les ordres du jour de réunion, plannings, tableau de bord de suivi de projet, comptes rendus de réunion : Une pénalité de 50 € par jour ouvré de retard est appliquée ;
- pour la rédaction du plan d'assurance sécurité et du plan d'assurance qualité si nécessaire : Une pénalité de 50 € par jour ouvré de retard est appliquée ;
- pour absence constatée du Titulaire à une réunion, une pénalité de 100€ /réunion est appliquée.

12.3. PENALITES POUR NON-RESPECT DES FORMALITES VISEES A L'ARTICLE L.8221-3 ET/OU A L'ARTICLE L.8221-5 DU CODE DU TRAVAIL

Lorsque des formalités visées aux article L. 8221-3 et/ou 8221-5 du code du travail sont non acquittées par le Titulaire, une pénalité de 2 000 € pour chaque formalité citée s'applique.

Le montant de ces pénalités est, au plus, égal à 10 % du montant de l'ensemble des bons de commande exécutés, dans la limite des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

12.4. FACTURATION DES PENALITES

Inria dispose d'un délai de prescription de 4 mois pour réclamer les pénalités au Titulaire.



Les pénalités sont applicables du seul fait du constat par Inria d'un manquement du Titulaire au regard de ses obligations. Il appartient à ce-dernier d'apporter, le cas échéant, la preuve de l'existence d'un événement exonératoire de sa responsabilité justifiant l'annulation des pénalités sous 30 jours calendaires. Inria s'engage à étudier lesdites preuves et à apporter une réponse au Titulaire sous 30 jours calendaires.

Inria retiendra le montant des pénalités préalablement communiquées par émission d'un titre exécutoire notifié au Titulaire.

Le paiement des pénalités n'est pas libératoire et n'exonère par le Titulaire de son obligation d'exécuter ses obligations contractuelles

ARTICLE 13. VERIFICATION DES PRESTATIONS ET GARANTIE

Les opérations de vérification des prestations sont effectuées par le représentant du pouvoir adjudicateur ou la personne habilitée à cet effet dans les conditions de l'article 29 à 32 du CCAG/TIC.

A l'issue de la vérification (tant qualitative que quantitative), le pouvoir adjudicateur notifie au Titulaire sa décision d'admission, de rejet, d'ajournement ou de réfaction de prix sur les prestations.

Les prestations pourront donner lieu à des réserves qui ne seront levées qu'après examen de la conformité des prestations selon les clauses spécifiques prévues au présent accord-cadre.

Passé un délai de quinze jours, le silence du pouvoir adjudicateur vaut acceptation des prestations.

13.1. GARANTIE

Sauf disposition supérieure prévue par le Titulaire, les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an conformément à l'article 36 du CCAG TIC 2021. Le point de départ du délai de garantie est la date de livraison de la prestation. Toutes les opérations de maintenance effectuées par le Titulaire dans le cadre du présent marché sont garanties

ARTICLE 14. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Dans le cadre du présent marché, les conditions d'application des droits de propriétés intellectuelles sont celles fixées aux articles 42, 43, 44, 45 et 46 du CCAG/TIC.

ARTICLE 15. COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

15.1. COTRAITANCE OU CONSTITUTION EN GROUPEMENT MOMENTANE D'ENTREPRISE (GME)

Le groupement d'entreprise est une association d'entreprises qui n'ont individuellement pas la capacité de répondre seules à un marché public et se regroupent donc en vue de se porter candidates. Le groupement n'a pas de personnalité morale et chaque entreprise membre dispose de la qualité de cotraitant.



Dans le cadre du présent marché, la cotraitance est acceptée et le choix de la forme du groupement est à la discrétion des cotraitants. Toutefois, Inria exige qu'une répartition claire des prestations (en termes de périmètre et en euros) soit définie dans l'acte d'engagement du marché public et que le mandataire habilité par le groupement soit l'entreprise exécutant la plus grande part financière. Inria interdit de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements. Également, un candidat ne peut être désigné mandataire de plus d'un groupement candidat pour ce marché public.

Il est rappelé aux candidats qu'un nouveau service de [bourse à la cotraitance](#) est proposé sur le portail « entreprises » de la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) pour leur faciliter la mise en relation avec d'autres entreprises avant de répondre à des marchés de l'Etat de manière groupée.

15.2. SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire ne peut sous-traiter une partie de ses obligations au titre du marché qu'après déclaration à Inria et agrément écrit et préalable du ou des sous-traitants par le Pouvoir Adjudicateur. Le DC4 peut être fourni après la signature du marché mais toujours préalablement à toute exécution par le sous-traitant.

Dans le cas où le Titulaire sous-traite une partie des prestations lui incombant au titre du marché, il communique au sous-traitant les obligations lui incombant et reste totalement garant et responsable vis-à-vis d'Inria de l'ensemble des prestations et obligations à la charge du sous-traitant.

Il est rappelé aux parties que conformément à l'article L. 2193-2 du Code de la commande publique, la sous-traitance de la totalité d'un marché public est interdite.

Paiement au sous-traitant

Dans l'hypothèse du paiement direct par le pouvoir adjudicateur, lorsque le montant dû au sous-traitant, dans chaque facture, est supérieur ou égal à 600 euros TTC, le sous-traitant adresse sa demande de paiement au Titulaire qui la transmet, après acceptation, à la personne publique conformément aux articles R2193-11 et suivants du code de la commande publique.

Le délai de paiement du sous-traitant bénéficiant du paiement direct en application du titre II de la loi du 31 décembre 1975 est identique à celui applicable au Titulaire.

Ce délai de paiement du sous-traitant court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du Titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa de l'article L2193-10 à 13 du Code de la commande publique si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par Inria de l'avis postal mentionné au troisième alinéa du même article.



ARTICLE 16. ASSURANCE ET RESPONSABILITE

16.1. ASSURANCE RESPONSABILITE PROFESSIONNELLE

Le Titulaire garantit Inria contre tout dommage occasionné aux personnes, aux bâtiments et/ou aux équipements se trouvant sur le centre Inria et causé par son personnel, lors de l'exécution des prestations sur un site d'Inria.

Le Titulaire a attesté avant notification du présent marché, qu'il a contracté l'ensemble des assurances nécessaires pour couvrir les conséquences pécuniaires des risques et responsabilités au titre de son activité professionnelle.

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG TIC, le Titulaire est tenu de transmettre à Inria, dans un délai maximum de quinze jours ouvrés à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution des prestations, la preuve de la souscription à des contrats d'assurances le couvrant au regard des garanties susmentionnées, au moyen d'une attestation d'assurances établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Conformément aux dispositions de l'article 9.2 du CCAG TIC, à tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande d'Inria et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Le Titulaire s'assure également que les éventuels sous-traitants qu'il présenterait à Inria disposent des assurances nécessaires à l'exécution des prestations.

16.2. RESPONSABILITE

Sauf faute lourde telle que définie à l'article 50 du CCAG TIC, le montant toutes taxes comprises des sommes versées par le titulaire suite à l'engagement de sa responsabilité contractuelle, pour quelque cause que ce soit, est plafonné (pénalité incluses) au montant total HT exécuté du marché.

Si l'engagement de sa responsabilité contractuelle intervient avant le premier anniversaire du marché, ce montant est plafonné au montant HT payé par Inria au titre du premier mois d'exécution des prestations multiplié par 12 mois.

Le Titulaire ne sera en aucun cas responsable des pertes de bénéfices ou d'exploitation d'Inria, de l'atteinte à l'image et des recours de tiers.

ARTICLE 17. DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LE TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE

Le Titulaire est tenu de produire tous les 3 mois et jusqu'à la fin du marché, les pièces, à jour, prévues aux articles L.8222-1 du code du travail (pour les entreprises domiciliées en France), à savoir :

- un justificatif d'immatriculation, prérempli sur la plateforme, qu'il suffit de valider en ligne ;



- une attestation de déclarations et de paiement délivrée par votre organisme social (exemple : l'attestation de vigilance électronique disponible en temps réel sur le site de l'URSSAF www.urssaf.com) ;
- la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail.

A défaut, Inria mettra en demeure le Titulaire de bien vouloir respecter cette obligation dans un délai de 10 (dix) jours calendaires à compter de ladite mise en demeure. Si cette dernière reste sans effet, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire.

Ces pièces et attestations peuvent être déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Inria, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

ARTICLE 18. PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R2122-7 du Code de la Commande publique, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de conclure un ou plusieurs marchés négociés sans publicité et sans mise en concurrence préalables en vue de réaliser des prestations similaires à celles qui ont été confiées au Titulaire.

ARTICLE 19. MODIFICATIONS DE L'ACCORD-CADRE

Conformément aux articles L2194-1 et R2194-1 du Code de la commande publique, Inria se réserve la possibilité de modifier le présent accord-cadre. L'accord initial pourra être modifié en cours d'exécution d'un commun accord entre les parties.

Ces modifications pourront être apportées lorsque cela s'avère nécessaire, notamment et de manière non limitative :

- En raison de l'ajout de prestations et matériels à l'annexe financière du marché ;
- En raison des évolutions technologiques et normatives susceptibles d'apparaître à tout moment en cours d'exécution du contrat ;
- En raison de l'apparition d'événements extérieurs aux parties ;
- En raison de services supplémentaires non prévisibles à la notification du marché à la condition que ces services ne dépassent pas l'objet du présent accord-cadre ;
- En raison de prestations similaires supplémentaires telles que prévues par l'article R2122-7 du code de la commande publique ;
- En raison d'une modification de sa situation administrative, le Titulaire doit impérativement en informer Inria par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 3 mois avant la date de cession demandée et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement.

Toutefois, les modifications envisagées ne peuvent en aucun cas entraîner une modification substantielle du marché initial.



Selon l'importance de la modification, Inria se réserve la possibilité de matérialiser la modification soit par une simple décision transmise par courriel soit par un avenant.

ARTICLE 20. EXÉCUTION DES PRESTATIONS PAR UN TIERS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE DÉFAILLANT

En cas d'inexécution par le Titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, ou en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire, Inria peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du Titulaire (le tiers sera payé en lieu et place du Titulaire). Cette exécution débutera 10 jours ouvrés après mise en demeure préalable et inexécution du Titulaire suite à mise en demeure.

S'il n'est pas possible pour Inria de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le Titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre qui seraient nécessaires à l'exécution des prestations par le tiers désigné par l'acheteur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire, est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas

ARTICLE 21. RESILIATION DU MARCHE

Le marché peut être résilié à tout moment dans les conditions décrites au chapitre 7 du CCAG TIC.

Le marché étant conclu sans montant minimum d'achat, la résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur n'ouvre droit à aucune indemnité pour le Titulaire par dérogation à l'article 38 du CCAG TIC.

ARTICLE 22. LIMITATION D'EXCLUSIVITE

En cas de mauvaise exécution répétée des prestations, Inria se réserve la possibilité de lever l'exclusivité dont dispose le Titulaire et de passer commande pour les prestations à un autre fournisseur.

La mise en œuvre de ces dispositions n'est pas libératoire et n'exclut donc pas l'application éventuelles des pénalités prévues à l'accord-cadre et ne constituerait pas une mesure de résiliation de l'accord-cadre.



ARTICLE 23. DIFFERENDS ET LITIGES

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable les contestations qui pourraient surgir pour l'interprétation ou l'exécution du présent marché.

Tout différend entre le Titulaire et Inria doit faire l'objet, de la part du Titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué à Inria dans le délai de 2 mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Inria dispose d'un délai de 2 mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Le présent marché est un contrat de droit public, il relève des juridictions administratives compétentes en cas de litige.

En complément de l'article 55 du CCAG TIC, il est précisé que tout litige persistant sera porté devant le Tribunal Administratif de Versailles.

ARTICLE 24. DEROGATIONS AU CCAG TIC 2021

| Article du CCAP | Article du CCAG/TIC auquel il est dérogé |
|-----------------|--|
| 4 | 4.1 |
| 12 | 14.2.2 |
| 12.1 | 14.2 |
| 21 | 38 |
| 23 | 55 |